

Agroécologie pour renforcer la résilience des populations vulnérables dans la Région de l'Extrême-Nord-Cameroun

Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD)



Cameroon



Financé par
l'Union européenne

Agroécologie pour renforcer la résilience des populations vulnérables dans la Région de l'Extrême-Nord-Cameroun

RÉSUMÉ

Le Cameroun, malgré ses vastes ressources naturelles et humaines, est confronté à des défis importants qui entravent son développement économique, en particulier dans le domaine de l'agriculture. Alors qu'elle est souvent considérée comme autosuffisante, la sécurité alimentaire du pays s'est détériorée depuis 1980, la région de l'Extrême-Nord connaissant les pires conditions. Cette région, où vivent 3,1 millions de personnes, souffre d'une extrême pauvreté, d'un climat rude, d'inondations fréquentes et d'une longue saison sèche, qui ont un impact sur l'agriculture et la disponibilité des aliments. En 2019, l'Extrême-Nord affichait les taux de malnutrition les plus élevés du Cameroun, la moitié de la population étant confrontée à l'insécurité alimentaire.

La dégradation des sols, qui affecte les deux tiers des terres arables, exacerbe encore la pauvreté et l'insécurité alimentaire, coûtant environ 1 % du PIB de la nation. L'utilisation excessive de produits chimiques de synthèse aggrave la dégradation des sols et nuit à la santé publique. Pour lutter contre cela, l'ONG Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD) et son partenaire « Pain pour le Monde » mettent en œuvre des pratiques agroécologiques depuis 2015 afin de réduire l'insécurité alimentaire et d'améliorer la diversité alimentaire des familles de petits exploitants de la région.

Tags TAPedia

insécurité alimentaire, Renforcer la Résilience, Agroécologie

Autres mots-clés

Agroécologie, dégradation des sols/terres, résilience, insécurité alimentaire, environnement

Contexte

Malgré son potentiel naturel, minéral et humain énorme, le Cameroun souffre encore aujourd'hui de plusieurs maux qui empêchent son décollage économique et son secteur agricole n'en est pas épargné. Très souvent présenté comme un pays autosuffisant sur le plan alimentaire, avec un bilan céréalier en apparence équilibré, le Cameroun est, en réalité,

un pays dont la situation alimentaire s'est dégradée progressivement depuis les années 80. Cette détérioration est du reste, plus grave dans la Région de l'Extrême-Nord du pays où plusieurs facteurs plongent les populations dans une extrême pauvreté. En effet, dans cette partie du pays qui regorge une forte population humaine (3.111.792 habitants, soit 17,82% de la population du Cameroun, RGPH 2005), 74,3% de la population vit sous le seuil de pauvreté (OCHA, Octobre 2018) ; les conditions climatiques sont assez

rudes, l'écologie y est fragile, les inondations sont fréquentes, les saisons sont instables et on observe une forte tendance à l'assèchement, notamment avec une saison sèche qui dure au moins 8 mois, d'octobre à mai. Ce qui a une incidence sur les principales activités économiques que sont l'agriculture et l'élevage. Le climat rude de la zone a également des répercussions sur la disponibilité des denrées alimentaires, entraînant une prévalence élevée d'insécurité alimentaire. Selon les Nations Unies, en 2019, l'Extrême-Nord est la région du Cameroun la plus affectée par la malnutrition où 1 personne sur 2 souffre d'insécurité alimentaire. Bien plus encore,

la dégradation des sols et ses impacts touchent deux tiers des terres arables de la Région de l'Extrême-Nord. Toute chose qui a un coût économique d'environ 1% sur le PIB du Cameroun. Cette dégradation a également des effets néfastes sur la fertilité des sols, les revenus des paysans et la cohésion sociale (exode rural, chômage). Les efforts consentis par l'Etat et ses

l'Extrême-Nord est la région du Cameroun la plus affectée par la malnutrition où 1 personne sur 2 souffre d'insécurité alimentaire.

partenaires pour lutter contre la dégradation des terres tardent à produire des résultats significatifs. De plus, les pratiques agricoles sont de plus en plus orientées vers l'utilisation abusive des intrants chimiques de synthèse, ce qui accentue la dégradation des terres et ses effets négatifs sur la santé des populations et l'environnement en général. Le secteur rural constituant un axe majeur du développement économique et social du Cameroun, l'ONG Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD) et son partenaire « Pain pour le Monde » ont

entrepris dès 2015, une série d'actions visant à réduire l'insécurité alimentaire et améliorer la diversité alimentaire des familles des petits agriculteurs à travers des pratiques agro-écologiques. C'est dans ce contexte que les innovations évoquées ici ont été mises en œuvre.



DÉFIS À RELEVER

- *Dynamique de la population et du développement, sécurité alimentaire et nutritionnelle, régimes alimentaires durables*
- *Changement climatique et risques de catastrophes*

Problèmes clés

L'intervention du SAILD et de ses partenaires visait à contribuer globalement à la réduction de l'insécurité alimentaire et sécuritaire liée à des facteurs naturels occasionnant des défis variés. Plus spécifiquement, elle contribuait à réduire les problèmes suivants :

- La faible productivité agricole causée par une pluviométrie de plus en plus faible et irrégulière, des sols très pauvres, et surtout des techniques culturales archaïques et peu respectueuses de l'environnement ;
- La forte dégradation des terres (érosion et chute de la fertilité des sols, raréfaction des ressources en eau) et la sensibilité à la variabilité et au changement climatique ;
- Le mauvais état nutritionnel des bénéficiaires (faibles connaissances sur la nutrition, peu de diversification, aliments pauvres en éléments nutritifs) ;



A close-up photograph of a woman in a blue headscarf with a red and orange patterned headband. She is carrying a large white sack on her head. The background is a rustic structure made of dried branches. The text 'DES SOLUTIONS INNOVANTES' is overlaid on the left side of the image.

DES SOLUTIONS INNOVANTES

- La régénération des sols par l'utilisation des plantes restauratrices (soja, pois cajan, moringa, crotalaire, dolique noire) et la technique du Zaï ;
- La lutte contre l'érosion des sols à travers la détermination des courbes de niveau et la construction des diguettes ;
- La fertilisation des sols par la fabrication et l'utilisation efficace du compost ;
- La vulgarisation de l'association et de la succession des cultures ;
- L'amélioration de la diversité des cultures à travers l'agrosylviculture (fruitiers).



DÉFIS RENCONTRÉS

- **Réticence des bénéficiaires au changement de paradigme.** Face à cette contrainte, des sensibilisations ont été menées avec l'appui de plusieurs partenaires locaux de développement (Les facilitateurs/trices endogènes, les services déconcentrés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), les autorités traditionnelles...). Des mesures incitatives ont également été mises en œuvre (fourniture de semences améliorées, du petit matériel agricole).
- **Peur de l'échec (de la campagne agricole).** Afin d'éliminer cette peur, les producteurs ont été encouragés à faire des tests sur des petites parcelles, lors de la première année du projet. Ces parcelles ont ensuite été augmentées au fil des années en fonction des résultats obtenus. Les techniques vulgarisées ont également été mises à l'épreuve dans des Champs Ecole Paysans (CEP) qui ont servi de champs de démonstration.
- **Difficultés d'accès à la terre pour la plupart des bénéficiaires :** Le propriétaire de la parcelle dédiée au CEP prête sa parcelle. Tous les producteurs l'exploitent. A la récolte, une partie de la production est cédée au propriétaire de la parcelle et le reste est redistribué aux producteurs ayant participé aux travaux dans le CEP. Un protocole d'accord est signé entre les parties prenantes. (Propriétaire terrien et producteurs participants aux travaux dans le CEP).
- Les producteurs non propriétaires des terres qu'ils exploitent sont réticent à mettre en pratique dans leurs champs, les techniques agro-écologiques vulgarisées parce qu'une fois les rendements améliorés, les propriétaires terriens récupèrent leurs terres pour les exploiter personnellement.

Facteurs de réussite

- L'implication des services déconcentrés du MINADER (chefs de postes agricoles) des autorités administratives, traditionnelles et religieuses. Cette implication a constitué un vecteur primordial de mobilisation communautaire autour des objectifs du projet. Cela a contribué à une meilleure pénétration des zones d'intervention, à un accès facile aux acteurs et à une définition efficace des axes de renforcement des acquis de la cible.
- Le système de suivi-évaluation des activités et des bénéficiaires mis en place par le SAILD. Des fiches de collecte de données sont mises à la disposition des facilitateurs/trices et animatrices endogènes qui les renseignent selon une périodicité bien définie et les font parvenir aux agents du SAILD pour analyse et traitement. Les informations collectées sont stockées dans une base de données spécialement élaborées.
- Soutien de longue durée apportée par le partenaire financier (Pain Pour le Monde). Le soutien permanent apporté par ce partenaire à travers la succession coordonnée de trois projets a permis de toucher véritablement la cible et de répondre efficacement aux problèmes de dépôts et à ceux rencontrés, d'autant plus qu'il s'agit d'actions de développement.
- Le rôle primordial joué par les facilitateurs/trices et les animateurs endogènes. Ceux-ci ont servi de levier de transmission des différentes techniques au niveau communautaire.

CAPACITÉS CRITIQUES

- L'ONG a recruté un personnel qualifié, constitué des ingénieurs agronomes, des ingénieurs environnementalistes et bien d'autres, qui ont identifié en fonction des caractéristiques spécifiques de chaque localité des pratiques agroécologiques appropriées.
- Au niveau communautaire, une approche participative a été utilisée pour sélectionner les facilitateurs endogènes qui sont acceptés par leurs communautés. Ces derniers sont passés aux tests de sélections puis aux formations théoriques et pratiques.
- L'Approche CEP (Champ Ecole Paysan) a été mise en place et a servi d'espace d'apprentissage, de démonstration, d'échanges d'expériences et de vulgarisation des pratiques développées.
- Un arsenal logistique a été mis à la disposition du personnel du projet, ce qui a facilité le déploiement sur le terrain et la capitalisation des informations collectées (voitures, motos, vélo, équipement de protection individuel ; matériel de bureau, outils et kits de démonstration...);
- Les Facilitateurs endogènes ont été formés à travers plusieurs formations (théoriques et pratiques et ont restitué au niveau des communautés où ils habitent et pratiquent l'agriculture.

Résultats et impacts mesurables

957 producteurs dont 250 femmes ont adopté au moins deux pratiques agroécologiques. De manière générale, La fertilisation des sols par la fabrication et l'utilisation efficiente du compost ainsi que la pratique de l'association et de la succession des cultures avec des plantes à hautes valeurs nutritives et restauratrices des sols (Soja et Moringa) sont les techniques les plus adoptées par le grand nombre. Les transitions ainsi opérées par des agriculteurs tournés vers l'utilisation des intrants chimiques et la pratique de la monoculture avant l'intervention du SAILD, leur permet désormais de réaliser des économies et donc, d'offrir une meilleure alimentation à leurs familles ou d'investir davantage dans des secteurs comme l'éducation de leurs enfants ou encore, la prise en charge des besoins sanitaires de leurs familles. Ces pratiques ont également amélioré leurs rendements. En moyenne, une progression de l'ordre de 11 % (par rapport aux parcelles où les techniques conventionnelles ont été mises en pratique) a été constatée chez 60% des producteurs ayant adopté les pratiques susmentionnées. Bien plus encore, environ 60% des bénéficiaires ont amélioré leurs revenus d'au moins 10% à travers la mise en pratique des techniques agroécologiques.

60 ha de terres appartenant aux agriculteurs suivis ont été restaurés pendant la durée du projet. Ce résultat a fortement contribué à la réduction des conflits agropastoraux et sociaux dans les zones d'interventions du SAILD. En effet, les litiges fonciers qui résultaient de la pratique de l'agriculture itinérante (causée par la recherche de terres fertiles) a considérablement régressée. De plus, la sédentarisation des agriculteurs a également eu le mérite de contribuer à la réduction de la déforestation. Ce d'autant plus que le recul de la conquête des terres et donc du défrichage agricole a entraîné la diminution des activités de coupe abusive des arbres.

De plus, les distances parcourus pour accéder aux champs ont été réduites. Ce qui donne plus du temps de travail champêtre aux producteurs, moins de dépenses liées au transport et par conséquent une réduction des coûts de production et une augmentation de la production qui oscille en moyenne à 12%.

80% des ménages bénéficiaires consomment le soja au moins une fois par semaine. L'adoption de cette culture à haute valeur nutritive par les bénéficiaires a permis la réduction d'environ 14% du taux de malnutris dans les zones d'intervention du projet. Mais au-delà des aspects nutritionnels, le soja est devenu une source supplémentaire de revenus pour les ménages grâce à La transformation, la fabrication et la commercialisation de ses produits dérivés. La vente de gâteaux de soja, lait de soja, caramel de soja, café de soja, bouillie de soja et soja grillé font partie des petits métiers désormais créés par les bénéficiaires.

Les distances réduites pour accéder aux champs ont permis aux producteurs de gagner du temps, réduire les dépenses de transport, diminuer les coûts de production et augmenter la production d'environ 12%. 80% des ménages bénéficiaires consomment désormais du soja au moins une fois par semaine. Cette culture nutritive a contribué à réduire d'environ 14% le taux de malnutrition dans les zones d'intervention. En plus des bienfaits nutritionnels, le soja est devenu une source de revenus supplémentaires pour les ménages grâce à la transformation et à la vente de produits dérivés comme les gâteaux, lait, caramel, café, bouillie et soja grillé.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS



© abhinav-ravindran

L'agroécologie se pratique mieux par des producteurs propriétaires des terres. Une proportion relativement importante des producteurs accompagnés ne sont pas propriétaires des parcelles sur lesquelles ils pratiquent l'agriculture.

D'où la réticence de certains producteurs à répliquer et expérimenter des pratiques nouvelles sur des parcelles qu'ils peuvent à tout moment perdre. La pratique de l'agroécologie, pour être bien intégrée dans les communautés doit s'inscrire dans la durée.



Informations sur le contact

1) SIMPLICE KENNE TIOTSAP ; Cadre de Développement SAILD-Maroua; Tel (+237) 6 77 74 56 56 / 6 94 17 00 26 ; Email: simplicetiotsa@yahoo.fr / simplicetiotsa@gmail.com / simplice.tiotsap@saild.org

2) ABBO MOHAMADOU ; Responsable Régional "La Voix du Paysan" SAILD Maroua ; Tel (+237) 6 94 86 72 90 ; Email: abbo.mohamadou@saild.org

3) BOUBA; Chef d'Antenne SAILD-Maroua ; Tel (+237) 6 99 16 09 11 ; Email: antenne.maroua@saild.org

4) HOZIER NANA, Secrétaire Général SAILD, Yaoundé ; Tel (+237) 6 99 93 17 81 / 6 73 20 09 04 hozier.nana@saild.org / hozier.nana@yahoo.fr

Liens

[ADDITIONAL MATERIALS](#)

Remerciements

1. Des partenaires techniques et financiers à savoir :

- L'organisation Allemande « Pain pour le Monde », partenaire financier ;
- L'ONG SAILD, organisation chargée de la conduite des activités et de l'accompagnement des bénéficiaires dans l'implémentation des innovations.

2. Des acteurs locaux de développement constitués :

- Des bénéficiaires/producteurs qui sont les principaux destinataires des interventions ;
- Des facilitateurs/trices endogènes qui servent de liaison entre le SAILD et les bénéficiaires ;
- Des animatrices endogènes qui servent de couloir de transmission des interventions dans le volet nutritionnel ;
- Des services déconcentrés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) notamment la délégation régionale de l'Extrême-Nord, les délégations d'arrondissements et les postes agricoles des zones concernées ;

- Des autorités administratives (Gouverneur, préfets et Sous-préfets) ;
- Des autorités traditionnelles (Chefs de villages et des chefs des communautés) ;
- Des autorités municipales (conseillers municipaux) ;

Les autorités mentionnées facilitent le ciblage, l'enregistrement et la diffusion des innovations agricoles auprès des producteurs. La démarche multipartite et participative a commencé par consulter les parties prenantes sur les problèmes agricoles rencontrés. Un diagnostic a été effectué, suivi d'une approche communautaire impliquant toutes les composantes de la communauté (hommes, femmes, jeunes, handicapés). Cela a permis d'identifier les défis, d'élaborer des engagements communs et de coordonner l'action. Des réunions régulières ont été organisées pour ajuster les actions en fonction des besoins.

LA PLATEFORME POUR L'AGRICULTURE TROPICALE

La Plateforme pour l'agriculture tropicale (TAP) est une initiative du G20 lancée en 2012 pour promouvoir l'innovation agricole dans les tropiques. La TAP a formé une coalition de plus de 50 partenaires, dirigée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et généreusement soutenue par l'Union européenne (UE). L'objectif principal du TAP est de renforcer les systèmes d'innovation agricole dans les pays en développement par le biais d'interventions multipartites coordonnées.



CONTACTS

Secrétariat de la Plateforme pour l'agriculture tropicale (TAP),
Bureau de l'innovation
Organisation des Nations unies pour
l'alimentation et l'agriculture
Rome, Italie
tropagplatform@fao.org

PLUS D'INFORMATIONS

- 🌐 www.fao.org/in-action/tropical-agriculture-platform
- 🌐 www.fao.org/in-action/tap-ais
- ▶ [TropicalAgriculturePlatform](https://www.youtube.com/channel/UCv8v8v8v8v8v8v8v8v8v8v8)
- ✂ [@TAP_G20](https://twitter.com/TAP_G20)

Appel mondial aux innovations dans les systèmes agroalimentaires et à l'amélioration des capacités d'innovation Histoires de développement des capacités d'innovation

Cette publication a été élaborée dans le cadre de l'appel TAPipedia pour les récits d'innovation dans l'innovation agricole dans le contexte du projet TAP-AIS (2019-2024), financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Les informations contenues dans cette publication ont été recueillies dans le cadre d'un appel mondial à la soumission de récits d'innovation dans le domaine de l'innovation agricole. Cependant, toutes les informations, la responsabilité et les droits finaux sont uniquement ceux de l'auteur ou des auteurs.